

Communiqué de presse

Berne, 24 novembre 2025

Campagne nationale

Violence de genre et handicap : ce n'est pas invisible, c'est ignoré

Les femmes et les personnes queer en situation de handicap subissent deux à quatre fois plus de violences que les personnes sans handicap. Pourtant, elles sont absentes des statistiques et ont très peu accès à la protection ou au soutien. Pour rendre leurs préoccupations visibles, la campagne nationale de prévention « 16 jours contre la violence faite aux femmes » 2025 leur consacre son attention.

Voici les enjeux :

- *Il manque des centres de conseil et d'accueil accessibles, des sites web inclusifs, des informations en langage simplifié ou avec interprétation en langue des signes.*
- *La violence basée sur le genre n'est pas une fatalité et elle est tout aussi inacceptable lorsqu'elle touche des personnes en situation de handicap.*
- *Sans données fiables, sans formation pour les professionnel·les et sans ressources suffisantes, la Convention d'Istanbul ne peut pas être appliquée. La Suisse viole ainsi ses engagements internationaux.*
- *La campagne « 16 jours contre la violence de genre » se déroule du 25 novembre au 10 décembre. Plus de 300 organisations s'engagent à travers toute la Suisse.*

Du 25 novembre au 10 décembre, la campagne annuelle « 16 jours contre la violence basée sur le genre » mobilise la Suisse pour dire non à toutes les formes de violences de genre. Cette année, l'accent est mis sur « violence de genre et handicap », une réalité trop longtemps passée sous silence.

Des violences aggravées, mais ignorées

Les femmes et les personnes queer en situation de handicap subissent de deux à quatre fois plus de violences que les personnes sans handicap. Pourtant, elles restent absentes des statistiques et marginalisées dans les politiques publiques. « On ne nous voit pas. On nous ignore. Et ce choix, c'est politique », dénonce Namila Altorfer, Co-direction du Réseau Avanti. « Il est urgent de changer la donne. »

Une double discrimination

À l'intersection du sexisme et du validisme (terme désignant toutes les formes de discrimination envers les personnes en situation de handicap), ces personnes sont exposées à une double peine : plus de risques de violences et moins de possibilités de recours. « Briser le silence commence par nommer la violence. Mais il faut aller plus loin : écouter, protéger, soutenir et agir

avec et pour les personnes qui en sont victimes », affirme Denise Carniel, activiste pour les droits des personnes en situation de handicap.

L'accès à la protection reste un privilège

En Suisse, seuls quelques dispositifs de soutien sont réellement accessibles, faute de volonté politique : les points de contact et services de conseil sans barrières, les sites web accessibles, les informations en langage simplifié ou avec interprétation en langue des signes restent rares. « L'accessibilité est un droit humain. Là où des personnes sont systématiquement exclues, une violence quotidienne et structurelle s'installe », avertit Saphir Ben Dakon, Vice-présidente d'Agile, la faîtière suisse des organisations d'entraide et d'autoreprésentation de personnes en situation de handicap.

Des initiatives qui montrent la voie

À Genève, les EPI (Établissements publics pour l'intégration) accompagnent chaque année plus de 2 000 personnes en situation de handicap ou en insertion sociale. Avec le projet ADN – Au-Delà de la Norme, développé avec la Haute école de travail social, ils transforment la participation en outil de protection : les bénéficiaires deviennent agent-es de leur sécurité et de l'évolution des pratiques institutionnelles. « Prévenir la violence et les discriminations suppose d'abord de savoir les identifier. Avec ADN, les personnes en situation de handicap renforcent la connaissance de leurs droits — s'exprimer, refuser, consentir — et nous nous engageons, avec elles, à reconnaître le risque et à renforcer leur protection. » souligne Magali Ginet Babel, Directrice générale des EPI.

La Suisse bafoue ses engagements internationaux

La ratification de la Convention d'Istanbul et de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées garantit un accès égal à la protection contre la violence. Pourtant, sans données fiables, formation du personnel et moyens suffisants, ces obligations restent lettre morte. « Il est temps que les politiques publiques intègrent enfin la réalité des femmes et personnes LGBTQI en situation de handicap », insiste Islam Alijaj, Conseiller national socialiste zurichois.

Un engagement national pour briser le silence

Cette année, plus de 300 organisations à travers la Suisse se mobilisent pour dire haut et fort que la violence de genre n'est pas une fatalité, et qu'elle est tout autant inacceptable lorsqu'elle touche les personnes en situation de handicap. Pendant 16 jours, la campagne fera résonner ce message à travers des actions concrètes : des projections, des tables rondes, des lectures, des actions de rue et des campagnes digitales.

Le coup d'envoi sera donné le 25 novembre à Berne, avec une action symbolique destinée à interpeller le public et à attirer l'attention sur cette violence trop souvent invisible. Le 10 décembre, le forum en ligne « Corps en lutte : croiser genre, handicap et violences » offrira un espace d'échanges inédit entre professionnel·les du handicap, de l'égalité et de la prévention. Enfin, le 12 décembre à Genève, l'atelier « Au-delà des normes », animé par le collectif Les Dévalideuses et le Réseau Transition, proposera de repenser nos pratiques institutionnelles et de déconstruire le validisme.

Plus d'informations

www.16jours.ch

Les interventions et ressources de la conférence de presse seront disponibles dès le lundi 24 novembre, 9h30 : www.16jours.ch/medias-telechargements

Les photos de l'action de lancement seront disponibles dès le mardi 25 novembre, 16h sur la même page.

Contact presse

Isabel Vidal

Responsable des 16 jours contre la violence de genre en Suisse romande et italienne

isabel.vidal@frieda.org | 078 859 90 58

À propos de Frieda

Frieda – L'ONG féministe pour la paix coordonne la campagne « 16 jours contre la violence de genre » en Suisse depuis 2008, en partenariat avec plus de 300 organisations. L'ONG défend les droits des femmes et minorités de genre, en Suisse et à l'international, à travers des projets centrés sur la justice sociale et la paix.

www.frieda.org